

Unité départementale de la Moselle
4, rue François de Guise - CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 15 mars 2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30 janvier 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VTB

Zone Industrielle

route de Faulquemont

57740 Longeville-lès-Saint-Avold

Références : LONGEVILLE-LES-ST-AVOLD_VTB_2024-03-15_RAPVI_MED_MChE_26048
Code AIOT : 0006201431

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30 janvier 2024 dans l'établissement VTB implanté Zone Industrielle route de Faulquemont 57740 Longeville-lès-Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 12 janvier 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VTB
- Zone Industrielle route de Faulquemont 57740 Longeville-lès-Saint-Avold
- code AIOT : 0006201431
- régime : autorisation
- statut Seveso : non Seveso
- IED : oui

La société VTB est autorisée par l'arrêté préfectoral n°2002-AG/2-21 du 30 janvier 2002 à exploiter une installation de valorisation et de traitement de déchets de bois provenant d'installations classées et de résidus urbains sur le territoire de la commune de Longeville-lès-Saint-Avold.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les

informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Transmission de l'autosurveillance	Arrêté ministériel du 28/04/2014, article 1, Arrêté préfectoral 2002-AG/2-21 du 30 janvier 2002, article 17	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
6	Valeurs limites d'émissions et surveillance des émissions	Arrêté ministériel du 17/12/2019, article X de l'annexe 3.1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Classement ICPE	Lettre préfectorale du 12 juillet 2016	Sans objet
2	État des matières stockées	Arrêté ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
3	Gestion déchets réceptionnés	Arrêté ministériel du 31/05/2021, article 1	Sans objet
4	Gestion des déchets sortants	Arrêté ministériel du 31/05/2021, article 5	Sans objet
7	Propreté du site	Arrêté préfectoral du 30/01/2002, article 2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté des non-conformités qui l'amènent à proposer au préfet de la Moselle de mettre l'exploitant en demeure de se conformer aux prescriptions contrôlées dans un délai imparti.

Ces non-conformités portent notamment sur :

- la transmission des résultats des analyses des rejets aqueux ;
- la fréquence de réalisation des analyses des rejets aqueux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement ICPE

Référence réglementaire : Lettre préfectorale du 12 juillet 2016 (partielle)			
Thème(s) : Situation administrative, activités autorisées			
Prescription contrôlée : [...] les installations autorisées et intégrant les éléments de la déclaration d'antériorité sont celles figurant dans le tableau ci après :			
N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique	Installation ou activité correspondante	Régime
2714-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³	Volume total de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation : - Bois : 4000 m ³ - Caoutchouc, élastomères, polymères : 149 m ³ ; - Total : 4149 m ³	E
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793. 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges	Tri, transit, regroupement de déchets de bois traités à la créosote Quantité maximale susceptible d'être présente dans l'installation : 45 tonnes ou 56 m ³	A
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j	Broyage de déchets de bois classés non dangereux, ainsi que de déchets classés non dangereux de carton, plastique, mousse, tissus, chiffons, la quantité totale broyée n'excédant pas 75 t/j.	A
2661-2-b	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques)	19 t/j	D

	(transformation de) : 2. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : b) Supérieure ou égale à 2 t/j, mais inférieure à 20 t/j		
2662-2	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510. Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	990 m ³	D
[...]			
Constats : Le jour de la visite l'inspection a contrôlé l'état des stocks présent sur le site au 23 janvier 2024, les volumes stockés ne dépassent pas les seuils des rubriques autorisées. Lors de la visite, l'inspection n'a pas constaté de stockage de déchets dangereux sur le site. L'exploitant a indiqué que l'arrivage de ce type de déchets est ponctuel et concerne essentiellement des traverses de chemin de fer en bois L'exploitant a indiqué à l'inspection vouloir augmenter la quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2718 de la nomenclature ICPE (Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793), de 45 tonnes à 60 tonnes.			
Observations : Si la société VTB souhaite augmenter à 60 tonnes la quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation, un porter à connaissance de la modification doit être déposé auprès de monsieur le préfet de la Moselle avant sa réalisation, avec tous les éléments d'appréciation conformément à l'article R. 181-46 du code de l'environnement. L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le dépassement du seuil de 50 tonnes de déchets dangereux présents sur l'installation. En effet, les installations soumises à autorisation au titre de la rubrique 2718 dépassant le seuil de 50 tonnes sont également concernées par un classement au titre de la rubrique 3550 - Stockage temporaire de déchets de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Le dossier de réexamen IED et le rapport de base devront également être révisés pour intégrer, le cas échéant, le classement de l'activité au titre de la rubrique 3550 de la nomenclature ICPE.			
Type de suites proposées : Sans suite			

N° 2 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 04/10/2010, article 49 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, état des matières stockées
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. [...] Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats :

<p>Le jour de la visite, l'exploitant a présenté un état des matières stockées sur le site. L'inspection n'a pas d'observation sur le contenu de ce dernier.</p> <p>L'inspection a interrogé l'exploitant sur la mise à jour du suivi de cet état des stocks. Celui-ci a indiqué que la mise à jour est faite trimestriellement.</p>
<p>Observation : L'inspection a rappelé à l'exploitant que l'article 10 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques [...] 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), [...] de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, applicable au 1^{er} janvier 2025, prévoit que :</p> <p>« Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2718, 2790 ou 2791[...] sont soumises aux dispositions suivantes.[...] L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne.[...]. ».</p> <p>Aussi, l'état des déchets stockés devra être mis à jour plus fréquemment à compter du 1^{er} janvier 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Gestion déchets réceptionnés

<p>Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 31/05/2021, article 1</p>
<p>Thème(s) : Autre, traçabilité des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.</p> <p>Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L.541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R.541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R.541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R.541-45 du code de l'environnement et R.1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m³ ; <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L.541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R.541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de

<p>récépissé mentionné à l'article R.541-53 du code de l'environnement ;</p> <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la convention de Bâle susvisée.
<p>Constats :</p> <p>La société VTB a présenté à l'inspection son registre des déchets entrants.</p> <p>Par sondage, l'inspection a contrôlé que le registre des déchets entrants contient les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la date d'entrée dans l'établissement ; • la dénomination, nature et quantité en tonnes ; • le code du déchet entrant ; • la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet ; • la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; • le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement ; <p>Les différentes lignes contrôlées n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Gestion des déchets sortants

<p>Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 31/05/2021, article 5</p>
<p>Thème(s) : Autre, registre des produits issus des opérations de valorisation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les producteurs ou détenteurs de déchets qui traitent des déchets au moyen d'une préparation en vue de leur réutilisation, d'un recyclage ou d'autres opérations de valorisation de ces déchets, y compris lorsque ces déchets cessent d'être des déchets en application de l'article L.541-4-3 du code de l'environnement, tiennent à jour un registre chronologique des produits et matières issus de ces opérations de valorisation et qui ne sont plus des déchets.</p> <p>Ce registre contient au moins, pour chaque type produits et matières sortants, les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'utilisation sur site ou sortie du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date d'utilisation sur le site, ou la date de l'expédition si le produit ou la matière n'est pas utilisé sur le site ; <p>b) Concernant la nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la nature du produit ou de la matière issue de l'opération de valorisation ; - la quantité du produit ou de la matière issue de l'opération de valorisation en tonne ou en m³ ; <p>c) Concernant l'opération de traitement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code du traitement qui a été effectué, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final qui a été effectué, vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L.541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la convention de Bâle susvisée ; <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La société VTB a présenté le registre chronologique des produits et matières issus de ses opérations de valorisation, l'inspection a contrôlé par sondage :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la date d'utilisation sur site ou sortie du site ; • la date de l'expédition du déchet ; • la dénomination usuelle du déchet ; • le code du déchet sortant au regard de l'article R.541-7 du code de l'environnement ; • la quantité de déchet sortant en tonne ou en m³ ; • l'adresse de l'établissement ;

- les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale ;
- le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R.541-53 du code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L.541-1 du code de l'environnement.

Les lignes contrôlées n'appellent pas de remarques de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Transmission de l'autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 28/04/2014, article 1 – Arrêté préfectoral 2002-AG/2-21 du 30 janvier 2002, article 17 (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, transmissions des résultats des analyses

Prescription contrôlée :

Article 1 de l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement :

Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.

La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.

Article 17 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2002-AG/2-21 du 30 janvier 2002 :

[...]

Les résultats de ces contrôles doivent être envoyés à l'inspection des installations classées et conservés pendant une durée d'au moins trois ans à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les analyses des rejets des eaux résiduaires des :

- 28 mai 2021 ;
- 6 octobre 2021 ;
- 2 février 2022 ;
- 11 septembre 2022 ;
- 2 février 2023 ;
- 7 juillet 2023.

L'inspection a constaté que les contrôles d'autosurveillance n'ont pas été renseignés depuis janvier 2020 dans l'application GIDAF (gestion informatisée des données d'autosurveillance fréquente).

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter, sous 15 jours, les dispositions de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 susvisé en mettant à jour et en renseignant mensuellement l'autosurveillance, depuis 2021, dans l'application GIDAF. L'inspection propose que le contradictoire soit engagé selon les modalités définies par la préfecture de Moselle.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : Valeurs limites d'émissions et surveillance des émissions

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 17/12/2019, article X de l'annexe 3.1 (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, valeurs limites d'émissions et fréquences de surveillance

Prescription contrôlée : Que les effluents, à l'exception des effluents rejetés par le traitement des déchets liquides aqueux, soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaires respectent les valeurs limites de concentration et sont surveillés aux fréquences suivantes :		
Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance (2) (3)
Matières en suspension (MES)	60 mg/L (5)	mensuelle
Demande chimique en oxygène (DCO) (4)	180 mg/L (6)	mensuelle
Carbone organique total (COT) (4)	60 mg/L	mensuelle
[...] (4) La valeur limite et la surveillance portent soit sur le COT soit sur la DCO. Le paramètre COT est préférable car sa surveillance n'implique pas l'utilisation de composés très toxiques. [...]		
Constats : Lors de la visite l'exploitant a présenté les analyses des rejets des eaux résiduaires des : <ul style="list-style-type: none"> • 28 mai 2021 ; • 6 octobre 2021 ; • 2 février 2022 ; • 11 septembre 2022 ; • 2 février 2023 ; • 7 juillet 2023. Aucun dépassement des valeurs limites d'émissions n'a été constaté, cependant la fréquence de surveillance prévue par l'article X de l'annexe 3 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susmentionné est mensuelle et les analyses actuelles sont faites semestriellement. L'exploitant a indiqué effectuer les analyses deux fois par an, conformément à l'article 17 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2002-AG/2-21 du 30 janvier 2002. Or la fréquence des analyses a été modifiée par l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED, arrêté applicable à l'installation depuis le 17 août 2022. L'inspection propose à monsieur le préfet de Moselle de mettre en demeure la société VTB à Longeville-les-Saint-Avold d'effectuer, sous un délai d'un mois, les analyses à une fréquence mensuelle sur les paramètres suivants : <ul style="list-style-type: none"> - Matières en suspension (MES) ; - Demande chimique en oxygène (DCO).ou COT (Carbone Organique Total) 		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription		
Proposition de délais : 1 mois		

N° 7 : Propreté du site

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 30/01/2002, article 2.2
Thème(s) : Autre, intégration paysagère
Prescription contrôlée : [...] Les abords de l'établissement, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. [...]
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté que les abords de l'établissement (notamment le long de la route départementale 910) présentent plusieurs déchets issus de la société VTB. L'exploitant a indiqué vouloir mettre en place des filets anti-envol, empêchant que les déchets légers tels que les papiers, films et plastiques ne soient emportés par le vent et évitent de polluer les zones environnantes. Il a par ailleurs présenté à l'inspection une facture du 15 janvier 2024 pour la commande de ces

filets et s'est engagé à nettoyer les abords des installations.

Par courriel du 1^{er} février 2024, la société VTB a transmis à l'inspection une photo des abords de l'installation longeant la route départementale 910 démontrant que ces derniers ont été nettoyés et que les filets anti-envol ont été installés.

Il est rappelé à l'exploitant que les abords de l'établissement sont placés sous son contrôle et doivent être maintenus en bon état de propreté.

Type de suites proposées : Sans suite